L’ère des trusts

L'ère des trusts débute vers 1875, s'affirme dans les deux dernières décades du XIXe siècle, atteint son apogée dans la première décade du XXe jusqu'à la guerre de 1914, se prolonge assez péniblement jusqu'à la guerre de 1939 sous un climat tourmenté où s'amoncellent les nuages de la «planification» et du «totalitarisme», entre, après cette guerre, dans une phase crépusculaire.

L'âge d'or des trusts coïncide, en France, avec l'épanouissement de la IIIe République. Nous en suivrons le processus à travers la sidérurgie, dont nul ne peut nier qu'elle anime le progrès mécanique et qu'elle procure à la civilisation moderne ses aspects les plus caractéristiques. Toute l'économie des peuples, qui pourrait et qui devrait tendre à créer l'abondance, à généraliser le confort, est sous sa dépendance.

Mais la guerre l'est d'une façon beaucoup plus immédiate. La guerre étant la préoccupation constante des États, leur raison d'être en quelque sorte, il n'est pas d'État qui n'ait souci d'élever au plus haut point son potentiel sidérurgique. Servante-maîtresse des États, ou bien la sidérurgie contraindra l'État à l'obéissance, c'était le cas des trusts, ou bien l'État forcera la sidérurgie à lui obéir et nous aurons l'État totalitaire. Une position intermédiaire impliquera un *modus vivendi* entre la sidérurgie et l'État et nous serons alors en régime d'économie dirigée, d'économie mixte à tendance planificatrice, régime hybride dans lequel les nations de tradition libérale se trouvent actuellement engagées et qui est appelé à évoluer vers le totalitarisme.

Il n'est pas sans intérêt de faire revivre un processus dont l'aboutissement est clair, mais dont les grandes lignes se dissimulent à la vue des générations nouvelles, lesquelles sont maintenues systématiquement dans l'ignorance des faits

antérieurs à leur maturité. Le livre de l'histoire se ferme, pour les adultes, aux années 1920 et pour les très jeunes aux années 40. Cette ignorance entretenue fait d'ailleurs partie de l'attirail tactique de l'État et des grandes formations politiques qui se disputent le pouvoir. De tout temps, la naissance et la formation de l'homme ont été contrariées et combattues, et si le régime libéral, même le régime des trusts, admettaient encore un certain type électoral, les régimes vers quoi s'orientent les sociétés modernes ne sont compatibles qu'avec un type d'homme-masse, d'homme-robot…

1. Physionomie des trusts

Les inventions déterminantes

Une série d'inventions auxquelles les théoriciens socialistes de l'époque n'ont pas prêté grande attention – ils n'en ont enregistré les effets qu'après coup – ont donné naissance à la sidérurgie proprement dite. Vers 1860, en Angleterre, Bessemer dotait l'industrie du fer d'un appareil, le convertisseur, propre à produire de l'acier. Quelques années plus tard, en France, l'ingénieur Pierre Martin, de Fourchambault, construisait son premier four à sole qui, équipé du foyer de Siemens, produisait également de l'acier.

Jusque là l'acier était un métal précieux obtenu en partant du fer et réservé à quelques usages seulement. Le fer lui-même était obtenu en petites quantités, onéreusement, au moyen de procédés à main extrêmement pénibles. (Le métier de puddleur était un métier d'enfer.) Au surplus, le fer n'était pas susceptible de tous les emplois. Trop malléable, trop peu résistant, il était impropre à des efforts soutenus. La construction et le machinisme exigeaient un métal de qualité supérieure que la sidérurgie allait être en mesure de leur procurer à profusion. (D'autant que le four Martin se prêtait aisément à la production de toute la gamme des aciers de qualité requis par les différents usages) Donc, qualité de métal, production décuplée, économie de main-d'œuvre et de

fatigue humaine, prix moins élevé, telles devaient être sur le plan technique les conséquences des inventions de Bessemer et de Pierre Martin.

Dans un domaine contingent, toujours vers la même époque, la réalisation, par Otto, d'un moteur à explosion fonctionnant suivant le cycle à quatre temps imaginé par Beau de Rochas allait donner le branle à la motorisation industrielle, jusqu'alors dominée par la machine à vapeur, fixe et de médiocre rendement. De fil en aiguille, on en viendrait aux moteurs à air carburé, aux prototypes de l'automobile, puis de l'aviation. Ici encore une vraie révolution s'accomplit. Dans l'immédiat, les moteurs Otto ou leurs dérivés permettaient l'utilisation de l'énergie incluse dans les gaz de cokeries et de hauts fourneaux qui, jusqu'alors, se perdaient dans le bleu. Un gain immense pour la sidérurgie,

À ces noms d'Otto, de Beau de Rochas, de Bessemer, de Pierre Martin, de Siemens, il convient d'ajouter, quoique en second plan, ceux de Thomas et Gilchrist. Vers 1880, ces deux chercheurs entreprirent de modifier le garnissage du convertisseur afin de le rendre susceptible de traiter des fontes chargées d'impuretés, telles les fontes provenant de minerais phosphoreux. C'était, en effet, un défaut du convertisseur de Bessemer d'exiger des fontes pures issues des minerais de choix dont les gîtes importants n'existaient qu'en Angleterre, en Suède, en Espagne. Les plus fortes réserves continentales, notamment du Nord-est français, étant constituées par des minerais contenant du phosphore, ne pouvaient servir à rien aussi longtemps que la sidérurgie ne serait pas en possession d'un moyen de déphosphoration. Le mérite de Thomas et de Gilchrist fut de lui fournir ce procédé. Dès lors, les sidérurgies française et allemande, celle-ci surtout, purent prendre tout leur essor.

La puissance sidérurgiste était née. Les unes après les autres, les petites usines disparurent, s'intégrèrent dans les grandes. Les grandes se concentrèrent dans les régions riches

en minerai ou en charbon. Il se constitua, à une cadence rapide, des usines géantes. L'ère des trusts ne tarda pas à s'ouvrir, le trust étant corrélatif à la concentration industrielle.

La guerre de 1870 et la bourgeoisie française

Jusqu'à ces années 60--70 de l'Empire dit libéral, la France, j'entends le pays, j'entends le peuple, était le premier pays, le premier peuple du continent. Malgré les saignées napoléoniennes, malgré l'abominable tuerie de 48, la classe ouvrière, dans son ensemble, était demeurée vivante, ardente, pleine de sève. Une élite d'avant-garde, telle qu'aucun peuple n'en a jamais fourni, trouvait en elle une large audience. Proudhon pouvait se permettre d'écrire un livre aussi lourd d'humanité que *De la Justice dans la Révolution et l'Église*, il savait qu'il éveillerait des échos... La bourgeoisie enrichie ne vibrait pas à l'unisson du peuple. Loin de là. Elle en avait peur. Elle trouvait l'Empire trop libéral, elle rêvait d'un régime qui serait sien, d'un régime où elle ferait la pluie et le beau temps et qui lui permettrait d'amasser beaucoup d'argent, un régime d'*ordre moral*. Aussi quand elle vit l'Empire s'empêtrer dans des intrigues et finalement se laisser manœuvrer, puis tomber dans le traquenard, ses hommes, qui voyaient clair, ne firent-ils rien pour prévenir l'événement. L'Empire abattu, eux s'installeraient, à la condition préalable que la classe ouvrière serait mise à la raison. Il y avait alors les plus fortes présomptions de croire que Badinguet ne tiendrait pas devant Bismarck et que Bismarck se montrerait un vainqueur accommodant. La bourgeoisie était capitularde. Le peuple ouvrier, lui, ne se résignait pas à la défaite. La classe ouvrière à Paris avait assez de diable au corps pour tenter l'impossible et qui sait? Ce patriotisme insurgé, c'était l'occasion fournie à la bourgeoisie, appuyée sur ses Versaillais, la lie des provinces, commandés par le marquis de Gallifet, bourreau galonné aux ordres du sinistre Thiers, d'en finir avec la classe ouvrière.

La «répression» de la Commune fut une exécution en masse, une exécution préméditée qui s'accomplit sous l'œil narquois de Bismarck et avec son accord tacite ou formel.

Mais la bourgeoisie française ne s'est jamais relevée de cet assassinat. Désormais, elle sentirait peser sur elle la puissance allemande. Désormais, elle serait frappée d'un complexe d'infériorité insurmontable. Désormais, elle s'enfoncerait de plus en plus dans l'insanité.

L'unification allemande

Bismarck, en frappant avec adresse aux endroits qu'il sentait vulnérables, avait formé l'unité géographique, politique et administrative de l'Allemagne. En même temps, il avait révélé le peuple allemand à lui-même et développé ses deux principes de vie sociale, longtemps refoulés: la force et l'organisation communautaire, sous l'égide de l'État. Il avait réalisé en pratique ce que les théoriciens allemands avaient conçu en théorie. Le bismarckisme s'identifie au prussianisme.

Entre celui-ci et le marxisme, la différence n'apparaît pas tellement grande. Le marxisme est un mélange de mosaïsme, mis à la sauce scientifique, et de prussianisme pur. Il n'est nullement surprenant que Bismarck ayant entrepris d'unifier économiquement l'Allemagne et fondé les trusts, sous le nom de *cartells*, vers 1875--1880, ait reçu les approbations de Bebel, le chef de la social-démocratie, qui l'assura que la social-démocratie était par elle-même une excellente école de militarisme.

Nous noterons que si des découvertes, des inventions déterminent bien des mutations dans l'ordre matériel des choses, il faut qu'interviennent d'autres forces, des forces de nature différente, idéologiques, politiques, etc., pour fixer l'orientation générale de l'évolution. Aussi longtemps que ces forces n'agissent pas, l'état de choses demeure stationnaire ou ne subit que des modifications de surface. C'est ce qui s'observe notamment en Angleterre où le

libéralisme s'est maintenu intégralement jusque vers 1930. Il n'est pas même besoin que des courants de forces se greffent sur des mutations d'ordre industriel pour qu'elles déterminent de profondes et durables métamorphoses de l'ordre social. Voyez la Russie.

Les cartells.

En quoi consistaient les cartells allemands? Ils consistaient en des accords entre producteurs se traduisant par l'institution de bureaux de vente communs, intermédiaires obligés entre la clientèle et la collectivité des usines associées, et par la création des comités directeurs fixant les prix et imposant à chaque participant un quantum de production. La réglementation des ventes impliquait la réglementation et le contrôle de la puissance de production: machinisme, outillage, service de comptabilité, de correspondance, etc.

La sidérurgie, avec son Syndicat des fontes à Essen, son Syndicat de l'acier à Dusseldorf dominait toute la situation. Rien n'était plus simple d'ailleurs que le fonctionnement des cartells. Chaque société adhérente recevait le chiffre maximum de son tonnage d'acier brut à produire et à mettre en œuvre. Suivant l'état du marché, le comité directeur réduisait d'un certain pourcentage le taux de production de chaque société. Maîtres absolus du marché intérieur, les cartells se proposaient d'intensifier les exportations et, éventuellement, de dominer le marché mondial. À cet effet, et toujours avec l'appui du gouvernement, les membres du cartell avaient établi entre eux un système de primes à l'exportation permettant à chaque adhérent, travaillant pour le dehors, de profiter, pour l'approvisionnement en matières premières, de prix particulièrement avantageux et, en conséquence, de livrer ses produits à des conditions défiant toute concurrence. Ce système devait être dénoncé plus tard, sous le nom de *dumping*, comme un mode de concurrence particulièrement déloyal.

L'esprit animateur des cartells allemands était un esprit hostile au libéralisme, un esprit d'anti-Renaissance, d'anti-89. Il était facile aussi de discerner une «volonté de puissance» pangermaniste. Pratiquement, les cartells substituaient l'organisation communautaire à l'individualisme libéral et bourgeois, qui n'est pas, notons-le bien, le véritable individualisme.

Grâce à leurs puissants moyens, à la pléthore des matières premières, houille et minerai, à une technicité savante toujours en éveil, à un esprit d'auto-discipline qu'on ne trouve nulle part ailleurs qu'en Allemagne, grâce aussi à une main-d'œuvre compacte extraite des campagnes surpeuplées et qu'enrégimenterait la social-démocratie, les trusts allemands instauraient automatiquement, mais en complet accord avec l'État, une planification par en bas, promouvaient un courant de réformes sociales, tel qu'aucun pays d'Europe n'en connaissait, et élevaient par paliers successifs le potentiel économique et militaire de l'Allemagne à une puissance telle que la Grande-Bretagne s'en trouverait mortifiée et se verrait contrainte, à moins qu'elle ne se fasse à l'idée de sa déchéance et abdique sa tradition, de réagir sans retard, avec violence.

La Grande-Bretagne

L'Angleterre n'avait pas vu avec déplaisir l'Allemagne abaisser la France en 1870. Son inquiétude venait alors de la France. Elle ne pouvait prévoir que l'ascension de l'Allemagne unifiée lui causerait un jour un plus grand sujet d'inquiétude. Telle était son avarice industrielle et si riche son empire que, maîtresse des routes maritimes et terrestres, elle avait pu se croire à l'abri des mutations qui affectaient l'ordre des nations européennes.

Chez elle aussi, une concentration industrielle s'était produite, mais lente et méthodique. De puissantes unités s'étaient constituées qui, assurées de débouchés individuels,

n'avaient pas éprouvé le besoin de se souder, de s'organiser. Elles continuaient de jouer entre elles le *fair-play* et c'est à peine si elles se souciaient de rénover leur outillage. Servie par une pléthore de charbon et de minerai d'excellente qualité, la sidérurgie britannique se maintenait au premier rang. Elle devait cependant être rattrapée, puis dépassée par la sidérurgie allemande, et amenée à faire cette constatation pénible qu'il lui était désormais impossible d'accroître ses tonnages: appauvrissement des gîtes, difficultés de s'approvisionner à l'extérieur, fermeture des marchés mondiaux… À tous les carrefours de l'univers, sur toutes les routes du monde, elle verrait le pavillon allemand flotter triomphalement. Alors seulement la Grande-Bretagne commencerait à s'émouvoir. Et ce serait le rapprochement avec la France, l'Entente cordiale… qui amorce un processus, dont les premières manifestations susciteront en Allemagne la peur de l'encerclement. Sous l'effet de cette crainte, le Kaiser parlera de maintenir son épée aiguisée et sa poudre sèche, s'adonnera à des gestes spectaculaires et dangereux, tel le coup d'Agadir. Encore quelques années et il suffira d'un déclic pour déclencher une guerre qui, allant au-delà des buts qui lui étaient assignés, consommera la ruine du libéralisme et celle des trusts eux-mêmes.

Le Comité des Forges et la IIIe République

La sidérurgie française s'est développée dans le sillage de la sidérurgie allemande. Cela s'explique par le voisinage des principaux gisements de minerai et par le fait de la pénurie de charbon qui rendait le centre sidérurgique de l'Est tributaire du coke de la Ruhr.

Mais si la géologie établissait un contact naturel entre deux sidérurgies et une sorte de parallélisme dans leur développement, il s'en faut que l'esprit directeur, l'idée-force, fût la même. Les cartells allemands étaient au service d'une politique, et donc obéissaient à l'État. Les trusts français mettaient l'État à leur service. Leur objectif

n'était pas d'exporter, c'était de produire à la mesure du marché français, y compris naturellement les colonies, sous la protection d'une barrière douanière efficace.

Le dispositif de ventes consistait en des comptoirs ou syndicats dont les opérations portent sur une région ou un groupe régional et sur un produit déterminé. Le quantum de chaque adhérent est fixé au prorata de sa capacité de production. En dehors du quantum, chaque entreprise est libre d'accroître sa production, le surcroît ne pouvant être écoulé qu'à l'extérieur. Pour les approvisionnements, surtout pour le charbon, s'étaient constitués des consortiums se proposant des recherches minières et l'obtention de concessions ou de participations. Ces consortiums opéraient à l'intérieur et à l'extérieur, notamment en Belgique et en Rhénanie. Sur le plan social existaient, pour toutes les branches de la sidérurgie et de ses succédanées immédiates, des chambres syndicales, en connexion étroite avec un organisme central, le Comité des Forges; l'ensemble était fédéré dans une union des industries métallurgiques et minières.

Le cerveau moteur de la sidérurgie était le Comité des Forges. Fondé en 1864, au moment du démarrage, et adapté à la législation sur les syndicats, il avait pour objectif légal l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux de la sidérurgie. On aura une idée de la puissance matérielle acquise par cet organisme en considérant que, en 1914, le Comité des Forges groupait 252 entreprises produisant 97% du tonnage de fonte; 63 usines produisaient 95% du tonnage d'acier et sur ces 63, 14 usines géantes à elles seules assuraient la production des trois cinquièmes de la fonte et des deux tiers de l'acier. Les capitaux investis étaient, en francs-or, de l'ordre de 1 milliard et demi et les effectifs au travail s'élevaient à plus de 200000 ouvriers.

C'est donc sous l'impulsion et le contrôle serré du Comité des Forges que s'est produite en France l'évolution de la puissance sidérurgique. Il faut savoir reconnaître à ce

cerveau coordinateur et planificateur des capacités hors pair qui ont fait son renom dans le monde entier, ce qui, à l'heure actuelle encore, en dépit de tous les avatars, est le plus sûr atout restant aux mains du gouvernement de la IVe République pour défendre ses positions sur le plan international. Cet atout, on comprend que les petits hommes installés aux leviers de commande aient assez de prudence pour ne le point galvauder. Et c'est pourquoi la sidérurgie, l'industrie fondamentale, l'industrie-mère, est à l'abri des «nationalisations» qui, si elles l'atteignaient, ruineraient du même coup ce qui demeure du potentiel du pays et provoqueraient instantanément la rupture des arcs-boutants extérieurs qui assurent encore un certain équilibre et quelque robustesse à l'édifice…

La mission essentielle que s'est imposée le Comité des Forges était d'inscrire, à la manière d'un sismographe, toutes les mutations, toutes les altérations ou modifications d'équilibre résultant des causes les plus diverses, techniques, commerciales, politiques, diplomatiques, géodésiques, etc., et d'y faire face par des moyens adéquats. Aucun problème ne lui échappait et à chaque problème une solution était donnée. S'il fallait que l'État intervînt, la suggestion lui en était faite. Et toute suggestion avait le caractère d'un ordre, parfois d'un commandement impératif. Le personnel gouvernemental de la IIIe République, on le conçoit, n'avait rien à refuser à une congrégation économique de pareille taille. D'ailleurs les principaux postes des administrations et les leviers de commande politiques étaient régulièrement occupés par des hommes. inféodés plus ou moins directement au Comité des Forges: hommes d'affaires, avocats-conseils, hommes de paille, hommes liges. Tous ces serviteurs de la sidérurgie et de la haute banque étaient appuyés par une presse bien stylée, parce que bien payée.

Georges Sorel a pu dire avec raison que de toutes les formes gouvernementales, celles qui sont dites républicaines et

démocratiques sont les plus souples, les plus fructueuses pour le capitalisme, mais ce sont aussi celles qui coûtent le plus cher.

Toute l'histoire de la IIIe République est en réalité l'histoire du Comité des Forges. Elle est dominée par le colonialisme. Dès que, par ses prospecteurs, ses aventuriers ensoutanés, ses missionnaires bottés, ses aventuriers et ses condottieres, le Comité des Forges avait vent que quelque part existaient des richesses inexploitées, des sources d'approvisionnement, ou bien des débouchés possibles, la machine diplomatique et guerrière entrait en fonctionnement. Cela se traduisait par des «pénétrations pacifiques». On leur donnait pour prétexte l'évangélisation des peuplades arriérées ou mieux encore l'initiation des populations sauvages aux bienfaits et aux joies de la civilisation européenne... La IVe République subit le choc en retour des pénétrations pacifiques perpétrées par la IIIe. Et il n'appartient pas à nos duhamels d'effacer de la mémoire des descendants des victimes, en leur faisant contempler les monuments, les routes, les casernes, les hôpitaux, etc., l'horreur des crimes originaux, des spoliations, des atrocités sans nombre qui, de nos jours encore, n'ont pas pris fin... Nos duhamels ont la mémoire courte. S'ils se souvenaient du propos que tint à la tribune du Palais-Bourbon, un requin fameux du nom d'Etienne: «L'or appelle le fer» – propos qui est passé à l'état d'axiome – peut-être n'auraient-ils pas l'inconscience de s'étonner et l'impudeur de s'indigner, que les peuples colonisés, c'est-à-dire crucifiés, n'aient qu'une idée, un désir: se débarrasser d'un joug sanglant.

L'or appelle le fer! Mais le fer enfoncé au cœur du Maroc pour en faire jaillir l'or noir fut bien près de nous amener une pénétration qu'on ne qualifierait plus de pacifique. Si, au lien d'un Caillaux, un Etienne ou un Delcassé se fût trouvé au gouvernail, la nation française n'y coupait pas à ce moment-là. Ce ne devait être, hélas! que partie remise…

2. Aspects sociaux

J'ai esquissé à grands traits la physionomie des trusts dans trois pays d'Europe – laissant de côté les États-Unis qui se tenaient en dehors des affaires européennes[1]Les trusts américains ont assez peu de points communs avec les trusts européens. Leur formation et leur épanouissement ont obéi à la loi de la jungle pure et simple. Les gros mangeaient les petits sans y mettre des formes. La classe ouvrière elle-même était sous la juridiction absolue des magnats qui équipaient des briseurs de grèves professionnels, les «pinkerton», et envoyaient à la potence ou à la chaise électrique les éléments avancés du prolétariat, à qui étaient attribués des actes de violence.

À la longue, ce gangstérisme s'est policé, s'est enveloppé de formes juridiques. L'État a été amené à sévir. Sous Roosevelt, les trusts ont été mis au pas dans une ample mesure. Depuis, ils n'échappent pas au contrôle gouvernemental et supportent une sorte de planification.

Certains trusts du type vertical, comme les usines Ford, par exemple, émettent la prétention de réaliser socialement un mode d'organisation du travail qui, tout en assurant la plus grande «efficience», sauvegarde au physique et au moral la personnalité du travailleur... et montré, succinctement, quels étaient leurs propensions, lent esprit, indiqué la nature des relations qui s'établissaient entre les États et les trusts, à chaque stade de leur développement sous des régimes demeurés nominalement libéraux, rassemblé les éléments d'un drame qui réduirait ses promoteurs au rôle peu glorieux d'apprentis sorciers.

Sans anticiper, arrêtons-nous à quelques aspects sociaux contemporains préfigurés par les trusts.

Progrès matériel

Se rendant maître des marchés, les trusts supprimaient sur leur domaine la concurrence, la compétition. Il leur était loisible d'imposer leurs prix, de lancer telle ou telle fabrication de leur choix, de susciter des besoins factices, d'alterner l'abondance et la pénurie, de pratiquer le «malthusianisme» ou, au contraire, de submerger le marché à leur fantaisie. Il se peut qu'en ligne générale en résultât un accroissement des moyens de vivre, une élévation du niveau d'existence se répercutant jusque sur les catégories sociales inférieures. À la rigueur, on admettra que, par rapport à l'état social antérieur, inhérent au libéralisme, les trusts réalisaient un certain progrès matériel d'ensemble. On ne peut guère contester que la condition de l'homme au travail ne se fût améliorée sous certains rapports et notamment sous le rapport de la sécurité.

Par la magie de leur organisation, par la puissance de leurs moyens, par la perfection de leur outillage, les trusts pouvaient aspirer à la plus grande «efficience». Par l'application de procédés scientifiques, tels que taylorisme, travail à la chaîne, travail en série, standardisation, rationalisation, etc., ils postulaient les plus hauts rendements de l'homme associé et en quelque sorte rivé à la machine. La machine automatique suppléant la main-d'œuvre qualifiée, les trusts parvenaient ainsi à résoudre mécaniquement les problèmes de main-d'œuvre, au risque d'engendrer le chômage technologique. Là où une main-d'œuvre massive était nécessaire, comme dans les mines, le recrutement ouvrier, devenu impossible dans les campagnes, en raison de la faible densité de population et de l'attrait particulier qu'exerçaient les grandes administrations d'État ou de villes sur la jeunesse, c'était le cas en France, le recrutement portait sur des pays à gros potentiel démographique et prenait, dans les premiers temps tout au moins, l'allure d'une véritable traite des blancs.

Paternalisme

Dans leur phase de plein épanouissement, c'est-à-dire passée l'époque 1900, les trusts ont développé des «services sociaux», s'inscrivant sous la rubrique générale du paternalisme. De grandes cités ouvrières furent édifiées selon les meilleures règles de l'urbanisme, comportant crèches, écoles, chapelles, hôpitaux, salles de fêtes, églises, terrains de sports, etc. D'autre part, s'annexaient à l'usine des cantines, des économats, des salles de douches, des réfectoires, des salles de repos et même des cinémas. L'usine géante se forgeait un univers à elle, s'entourait d'une atmosphère imperméable aux influences externes.

Le trust nationalisé

Quand, à la suite d'un processus catastrophique, l'État serait conduit à mettre la main sur les «industries-clés» – que les magnats n'étaient pas fâchés de lui abandonner, étant donné leur délabrement – l'État hériterait de tout un système, de tout un ensemble d'institutions. Il n'aurait à toucher à aucun rouage. Toutefois, la métamorphose des cadres techniques et commerciaux de l'organisation capitaliste en cadres étatisés et l'adjonction à ces cadres de fonctionnaires de carrière ne manqueraient pas d'avoir des répercussions sur la marche des entreprises. La première et la plus grave est sans doute l'évanouissement de toute responsabilité personnelle. Dans le système capitaliste, la responsabilité joue à tous les échelons. L'ouvrier qui fait mal son métier, qui s'acquitte mal de sa tâche est congédié. L'ingénieur qui commet des bévues est cassé aux gages. Le directeur qui fait «manger de l'argent» est renvoyé. Ainsi le veut la loi du Profit. La faillite ou la fermeture sanctionne en fin de compte les infractions à cette loi.

L'entreprise nationalisée, elle, se soustrait à toute règle comptable. Elle n'a cure des prix de revient. Si d'aventure, elle se soucie d'équilibrer son bilan, elle demande au budget

de combler le déficit et elle élève à volonté ses prix de vente. Les fonctionnaires jouissent d'un statut d'irresponsabilité totale. N'importe qui peut être mis à n'importe quelle place pour accomplir n'importe quelle besogne.

L'important est que chacun, à quelque poste qu'il soit, sache se «couvrir». Et c'est généralement facile. Que risque le fonctionnaire pris en flagrant délit d'incapacité ou de malversation? Une mutation. Une «affectation» autre et qui, le plus souvent, se traduira par de l'«avancement».

Toute entreprise nationalisée s'imprègne nécessairement d'esprit fonctionnaire. Les ouvriers eux-mêmes n'y échappent pas, quoiqu'ils ne jouissent pas des prérogatives et des immunités du fonctionnaire. Leur poussée massive se transmet de bas en haut. Et, comme l'État-Patron – son personnel politique lui-même s'est identifié à des fonctionnaires – a imaginé, en s'inspirant des États totalitaires, un système de salariat dit à «éventail», qui lie par le moyen de coefficients la base au sommet, toute «revalorisation» à la base entraîne automatiquement une revalorisation sur tous les gradins. Il est difficile aux gradés de se mettre en travers. Ils auraient plutôt tendance à fomenter la poussée de la piétaille ouvrière. L'État, pour ne pas perdre la face, cède bon gré mal gré. Il est le prisonnier de ses fonctionnaires et serviteurs qui ont la force de l'étrangler. Le contribuable, le consommateur, l'homme quelconque font régulièrement les frais de ce jeu singulier.

Produisant peu, produisant mal, développant un parasitisme phénoménal, les nationalisations ruinent et épuisent un pays. Accomplies dans les conditions où elles l'ont été en France, elles n'ont eu d'autre objectif que de satisfaire aux visées démagogiques des partis, dont l'un, le plus puissant, passé depuis dans l'opposition, a été le prémoniteur de la politique gouvernementale dite de la «Libération». Ce parti peut se flatter d'avoir fourbi contre le régime ploutodémocratique une

arme qui pourrait devenir mortelle. La logique des choses veut qu'au terme d'une évolution, qui peut être précipitée catastrophiquement, l'État devienne totalitaire. Alors l'État sera en pleine possession de ses moyens, s'affirmera maître absolu, imposera sa volonté et exigera de ses sujets et serviteurs qu'ils lui obéissent sans murmure et le servent sans arrière-pensée, sinon avec zèle. Il en est bien ainsi dans la patrie du prolétariat...

Socialisme et communisme

Tant qu'il ne se produit pas dans l'évolution sociale de solution de continuité, les idéologies ressortissant aux faits matériels, se développent selon une ligne générale sinueuse, mais ascendante, qui fait que les fils, sans être détachés de la tradition, sont plus avancés que les pères. Ainsi en était-il du mouvement socialiste ouvrier en France, jusqu'à 1870, jusqu'à la Commune.

Quand l'ère des trusts s'ouvrit, vers 1875, la première Internationale se disloqua. Cependant son esprit ne mourut pas. On en trouve des traces jusqu'aux premières années du XXe siècle, postérieurement à l'affaire Dreyfus, quand s'ouvre l'ère catastrophique. La première C.G:T. était encore toute imprégnée de proudhonisme. Il faut cependant observer que la tradition ne s'était réellement conservée que chez les travailleurs de la petite et moyenne entreprise. La grosse industrie, les trusts, développaient une mentalité qui se prêtait merveilleusement à une exploitation électorale. En marge du courant socialiste populaire et humaniste, en marge même du syndicalisme, un courant dominant à tendances nettement politiques s'affirme sous l'égide de Karl Marx. (On dit qu'au terme de sa vie, Karl Marx, voyant l'abus que faisaient de sa doctrine des épigones venus de l'opportunisme, se déclarait non-marxiste.) C'est naturellement en Allemagne que le courant se propagea avec le plus de célérité. Le prestige du vainqueur ne pouvait manquer de jouer en sa faveur auprès des intellectuels bourgeois désireux de s'installer

dans des postes confortables.

Néanmoins, si le socialisme électoral et le syndicalisme idoine, s'alimentant dans l'ambiance des trusts, rétrécissaient considérablement les horizons moraux et humains du socialisme traditionnel, ils supportaient, malgré tout, l'échange et la confrontation des idées, des thèses, des doctrines. Ce qu'on désigne aujourd'hui sous le nom assez impropre de communisme ferme tout horizon, répudie tout idéalisme, interdit toute discussion. On peut y voir une mystique. Mais il s'agit surtout d'une tactique appropriée à la conquête du pouvoir qui se mue ensuite en une technique gouvernementale pour État totalitaire. La genèse du communisme et son épanouissement sont des phénomènes consécutifs au catastrophisme qui a avili la condition humaine et suscité un type amorphe ne réagissant qu'à l'état grégaire, à l'état de masse, au commandement. Cette évolution régressive relève du fatalisme et tant que l'ordre de faits, qui a les trusts au point de départ et à l'arrivée l'État totalitaire, ne sera pas radicalement. inversé, le communisme aura du vent dans les voiles. Aucune force de nature politique ne pourra opposer une digue efficace à son cheminement. D'autant qu'il entr'ouvre des perspectives agréables à des conducteurs de masses, à des techniciens de l'organisation, et de puissants cerveaux planificateurs. Quant les synarques du Comité des Forges, de même les princes d'Église, seront las des dieux incertains et inconstants du libéralisme, ils pourront fort bien, et sans que les masses y comprennent goutte, se donner un diable, un diable qui, pour eux sera bon enfant. Nous les avons vus hier flirter et collaborer intimement avec des régimes qui condamnaient sans ménagement les ploutodémocraties. Ce n'est un secret que pour ceux-là seuls qui se refusent à voir clair que des intelligences se nouent, que des contacts s'établissent et que des collusions se produisent en profondeur entre les grands capitaines d'industrie, dont les conceptions dynamiques se trouvent mises en échec par les forces d'inertie que leur oppose le système d'économie mixte,

et les chefs d'un État qui leur paraît en mesure de planifier l'Europe. Il y a les idéologies de surface, mais c'est souterrainement que cheminent les vraies forces constructives et réalisatrices.

Rhillon